



## L'autre grand combat de l'automne 2020

Le Covid-19 aurait-il tendance à tout emporter sur son passage? Les services hospitaliers ont constaté un recul des dépistages et traitements du cancer. La cause est souvent liée à la peur de se rendre à l'hôpital. C'est une erreur funeste car en trois mois une tumeur a le temps de flamber.

En partenariat avec Aix-Marseille Université, l'AP-HM et l'Institut Paoli-Calmettes, La Provence a engagé une campagne d'information. Chaque samedi, un expert présente un cancer (au-

jourd'hui le sein) et détaille les armes thérapeutiques. Cela jusqu'au 26 novembre où nous invitons le public à suivre, à La Timone à Marseille, le Grand Forum Santé sur le cancer en Provence.

Le programme: de 13h30 à 19h sont proposées 4 conférences sur les cancers: 1- côlon; 2- prostate et testicules; 3- sein et utérus; 4- dépistage et innovations en matière de soins.

Informations et inscriptions sur  
www.legrandforumsante.com

**L'EXPERT** Pr Gonçalves Oncologie Médicale (IPC)

## Cancer du sein : désescalade ou escalade thérapeutique ?

Avec chaque année environ 60 000 nouveaux cas et près de 12 000 décès, le cancer du sein est le plus fréquent des cancers féminins, et la première cause de mortalité par cancer chez la femme. Prise en charge à un stade très localisé, cette maladie présente pourtant des taux de guérison très importants (supérieurs à 95% pour les tumeurs de moins d'1 cm). Ainsi, les progrès dans les stratégies de dépistage visent à améliorer le diagnostic de ces formes précoces, grâce à des avancées technologiques déjà disponibles en matière d'imagerie (mammographie 3D, aide au diagnostic basée sur les approches d'intelligence artificielle) et peut-être à venir en termes d'analyses moléculaires (recherche de l'ADN tumoral circulant dans le sang). Une piste d'amélioration comprend également le développement d'un dépistage plus personnalisé, adapté au risque de chaque patient (espacé en cas de faible risque, renforcé en cas de risque élevé).



Découverts précocement, les cancers du sein vont pouvoir bénéficier des approches de désescalade thérapeutique qui ont été rendues possibles ces dernières années : chirurgie plus souvent conservatrice, détection et l'analyse du ganglion sentinelle remplaçant de plus en plus le curage axillaire et limitant les risques de "gros bras". Lorsque les tumeurs s'y prêtent, les techniques d'irradiation partielle ou de radiothérapie en une seule séance pendant l'intervention peuvent également se substituer à la radiothérapie classique. De plus, lorsque la conservation du sein n'est pas possible, les possibilités de reconstruction mammaire sont systématiquement discutées. Enfin, un élément majeur de la désescalade thérapeutique concerne la décision de chimiothérapie complémentaire dans les formes localisées de la maladie. En effet, les données de ces 20 dernières années ont montré que l'intérêt majeur de cette chimiothérapie ne concernait qu'un sous-groupe minoritaire de patientes dont les marqueurs biologiques (notamment absence de récepteur aux hormones sur la tumeur, présence d'une surexpression pathologique du gène HER2) laissaient présager un bénéfice à un tel traitement. Dans la plupart des autres cas, les bénéfices de la chimiothérapie sont plus discutables et des tests moléculaires peuvent permettre de mieux identifier les cas qui peuvent se passer de ce traitement potentiellement toxique et pourraient être guéris par la chirurgie, la radiothérapie et l'hormonothérapie.

Dans 10 à 20% des cas cependant, les cancers du sein se présentent au diagnostic avec des métastases à distance ou rechutent sous cette forme quelques mois à quelques années après le traitement initial. Dans ces situations, les possibilités de guérisons restent limitées et les progrès thérapeutiques sont nécessaires. Ainsi les cancers du sein métastatiques exprimant HER2 ont vu leur espérance de vie s'accroître de façon majeure grâce aux traitements ciblés anti-HER2. De même, à ce stade de la maladie, les approches d'hormonothérapie utilisées dans les maladies exprimant les récepteurs aux hormones sont rendues plus efficaces par l'utilisation de thérapeutiques ciblant les voies de survie ou de prolifération cellulaire. Dans les tumeurs sans récepteurs aux hormones et sans HER2 (les cancers triple-négatifs), les approches d'immunothérapie semblent également prometteuses.

Le Pr Anthony Gonçalves est chef du département d'Oncologie médicale à l'Institut Paoli-Calmettes de lutte contre le cancer, à Marseille.

# Ces vigneronnes ont déjà fait le pari de se passer du glyphosate

L'usage de cet herbicide va être restreint pour la viticulture et l'arboriculture

Les paysans sont comme ça, ils ont besoin de voir pour y croire." À l'Association des vigneronnes de la Sainte-Victoire, voilà déjà huit ans que dans la foulée du plan Ecophyto, on donne donc "à voir" comment tracteurs, décauillonneuses, bineuses et autres rotavateurs high tech peuvent aider à se passer du glyphosate dans les vignes. Régulièrement, des démonstrations de ces nouveaux outils permettant de travailler le sol sont ainsi organisées sur les parcelles, entre Pourcieux (Var) et Aix-en-Provence. "En viticulture, désherber est une nécessité agronomique, pour limiter la concurrence sur les apports en eau et éléments nutritifs entre de "mauvaises" herbes et la vigne ou tra-



Régulièrement, l'Association des vigneronnes de la Sainte-Victoire organise des démonstrations de matériels permettant de désherber sans recourir au glyphosate. /PHOTO ARCHIVES PHILIPPE LAURENSON

"Le bio va dans le sens de l'histoire."

JEAN-JACQUES BALIKIAN,  
VIGNERONS DE SAINTE-VICTOIRE

ter le problème des plantes résistantes", rappelle Jean-Jacques Balikian, directeur de l'association, dont 1/3 des adhérents ont déjà opéré la bascule vers le bio. Il y a une trentaine d'années, on faisait un désherbage total, c'était une catastrophe. Aujourd'hui, on se concentre sous le rang de vigne.

Grâce à des outils de plus en plus performants, il est possible de se passer pour cela du glyphosate, soutient-on au pied de Sainte-Victoire. "On a par exemple créé un groupement d'achats, avec des remises importantes sur le prix des machines, ajoute M. Balikian. On les aide aussi à postuler à des aides européennes pour s'équiper." Le vignoble bio occupe 17,8% du vignoble régional de Paca.

L'association ne le cache pas: si passer au bio "va dans le sens de l'histoire", de la "pression environnementale", cette alternative mécanique a un coût: "C'est effectivement un inconvénient de taille. Avec le glypho, on traite une fois au printemps avec un petit rattrapage l'été: là, il faut, selon la pluviométrie, quatre ou cinq interventions. En termes de matériel et de personnel, cela peut multi-

plier par 4 le coût à l'hectare", remarque Jean-Jacques Balikian. "Mais sur les parcelles faciles, on peut faire sans! Avec notre climat sec, si on ne peut pas se passer du glyphosate, où le pourra-t-on en France?" s'exclame-t-il. Sans exclure toutefois qu'en cas de parcelles trop pentues, pierreuses, humides, on puisse "ponctuellement" désherber chimiquement.

Des exceptions pour ce genre d'"impasses techniques", l'Anses les envisage elle-même.

Mais l'agence sanitaire a annoncé hier que les usages agricoles du glyphosate, déjà interdit pour les particuliers et les collectivités, seraient bien restreints d'ici six mois dans la viticulture, l'arboriculture ou la culture des céréales, afin d'avancer vers la fin totale de l'herbicide promise pour 2023.

C'est dans ce cadre qu'elle avait lancé, fin 2018, une évaluation des alternatives à l'utilisation de la substance. Elle a ainsi passé en revue chaque usage du produit pour voir s'il pou-

vait répondre aux trois conditions requises par les règles européennes: s'il existe une alternative non chimique, courante et qui ne pose pas d'inconvénients pratiques ou économiques "majeurs".

Résultat: les experts estiment que le glyphosate peut être le plus souvent remplacé, en particulier par des moyens mécaniques (désherbage manuel ou avec des machines dédiées...) même si cela entraîne des surcoûts liés notamment à la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire. L'herbicide sera ainsi interdit entre les rangs de vigne, d'arbres et dans un champ qui a été labouré entre deux cultures.

Les doses annuelles maximales par hectare sont également largement réduites: de 80% pour la viticulture, de 60% pour l'arboriculture fruitière et 60% également pour les grandes cultures. En revanche, l'Anses estime que le glyphosate ne peut être substitué pour le désherbage des voies ferrées, des aéroports ou des sites industriels. Avec 40 tonnes par an, la SNCF reste ainsi une très grosse consommatrice de glyphosate.

Delphine TANGUY (avec AFP)  
dtanguy@laprovence.com

## L'étude plombée par le conflit d'intérêts

Si l'OMS a déjà classé le glyphosate, un composant du Roundup, comme "probablement cancérigène", ce potentiel devait également être évalué par l'Anses, dans le cadre d'une vaste étude, attendue en 2021, dans le cadre du réexamen en 2022 de l'autorisation du produit au niveau européen. Ces études complémentaires devaient porter notamment sur le stress cellulaire à la suite d'une exposition au glyphosate, sur le potentiel génotoxique de la substance et les mécanismes d'action cancérigène. Elles devaient bénéficier d'un financement de 1,2 million d'euros dans le cadre du plan Ecophyto II. Mais en juillet, le consortium piloté par l'Institut Pasteur de Lille, retenu pour mener ces travaux impliquant aussi sept laboratoires ayant répondu à un appel d'offres international, s'est retiré après des accusations de conflit d'intérêts contre certains scientifiques. L'appel à candidatures ne sera pas relancé et seule une étude plus spécifique du CIRC sera réalisée. En 2015, ce dernier avait déjà classé le glyphosate "cancérigène probable".

## L'ANALYSE DE L'ASSOCIATION GÉNÉRATIONS FUTURES

### "Là, on encourage plutôt le statu quo"

L'association Générations futures, qui bataille contre l'utilisation des pesticides en France, juge "très décevants" les résultats de ce rapport de l'Anses, comme elle l'explique sur son site. "Il n'avance qu'un nombre très restreint d'usages pour lesquels des alternatives au glyphosate existent qui doivent être considérées comme courantes et sans impact économique, souligne-t-elle. Elles ont été sélectionnées en observant les pratiques d'une agriculture aujourd'hui très dépendante au glyphosate, sans chercher à retenir celles qui, bien que considérées non courantes aujourd'hui, pourraient le devenir demain, avec quelques aides Pac ciblées pour la réduction des pesticides par exemple."

Le rapport ne serait donc pas susceptible de "créer une vraie dynamique pour les changements de pratiques mais actera plutôt une sorte de statu quo, en n'encourageant pas clairement la montée en puissance d'alternatives déjà existantes pour la plupart", déplore encore Générations futures. C'est aux yeux de l'association "le signe d'un renoncement à une véritable sor-



Des "pisseurs volontaires" de glyphosate déposent plainte en 2019 au tribunal de grande instance d'Aix. /PHOTO ARCHIVES S.M.

tie du glyphosate alors même que le chef de l'État avait demandé au gouvernement en novembre 2017 de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans trois ans".

Depuis deux ans, dans la foulée de l'appel "Nous voulons des coquelicots", demandant l'interdiction des pesticides (plus d'un mil-

lion de signatures), associations, citoyens et maires se mobilisent contre les produits phytosanitaires: un mouvement relayé également par le mouvement des "pisseurs volontaires". Plusieurs milliers d'entre eux, notamment à Marseille, Aix ou plusieurs communes du Vaucluse, ont fait analyser leurs urines afin d'y déceler la présence de l'herbicide controversé. Ils ont ensuite déposé plainte en justice pour "mise en danger de la vie d'autrui", "tromperie aggravée" et "atteinte à l'environnement".

"Il faut aider, massivement, les agriculteurs à changer", n'a de cesse de répéter François Veillerette, chez Générations futures. "Tout le monde ne peut pas passer au bio d'un coup de baguette magique", rétorquait de son côté Sophie Vache, présidente de la FDSEA du Vaucluse, un département par ailleurs "champion" de la consommation de glyphosate. À noter qu'une enquête menée entre juin 2018 et juin 2019 par l'Anses, l'Ineris et la fédération Atmo France avait révélé que Cavailon présentait la plus forte concentration de glyphosate dans l'air du pays. D.Ta.

UN ÉVÈNEMENT

ILS SONT PARTENAIRES

La Provence

Aix-Marseille université

Hôpitaux ap-hm de Marseille

DEPISTAGE DU CANCER

bleu provence

3 provence alpes côte d'azur

REJOIGNEZ-NOUS : LMakeieff@laprovence-medias.fr  
www.legrandforumsante.com